



**HAL**  
open science

# Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre guerre de la Russie en Ukraine

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre guerre de la Russie en Ukraine. *Paix et sécurité européenne et internationale*, 2022, 18, 10.61953/psei.3251 . hal-03693893v2

**HAL Id: hal-03693893**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03693893v2>

Submitted on 29 Sep 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre guerre de la Russie en Ukraine

Jacques Fontanel

Professeur émérite à l'Université de Grenoble-Alpes

## Résumé

Menacée par l'élargissement de l'OTAN et par les adhésions d'anciens pays amis à l'Union européenne, la Russie s'est engagée dans une « opération spéciale » contre l'Ukraine, en vue de conserver ce pays dans sa zone d'influence. Pour Vladimir Poutine, l'Ukraine fait partie de la grande Russie, les deux entités ont un destin commun sous la responsabilité de Moscou. L'action militaire, qui ne méritait pas le nom de guerre, devait être rapidement conduite pour remédier à cet accident de l'histoire et à la domination des États-Unis et de leur satellite l'Union européenne. Les combats militaires ont mis en évidence la résistance du peuple ukrainien, mais aussi la volonté de la Russie de remplir coûte que coûte ses objectifs malgré l'élargissement des sanctions économiques, sociales et militaires décidées à son encontre, principalement par les puissances occidentales. Le conflit touche les intérêts de l'ensemble des pays du monde, avec les sanctions exercées sur le système monétaire et financier russe, sur les infrastructures internationales disponibles, sur l'exercice interrompu pour la Russie de la « clause de la Nation la plus favorisée », sur les ventes russes de gaz et de pétrole à destination des pays européens, sur les exportations de céréales qui seront réduites à la fois par les actes de guerre qui limitent la production et le blocus maritime devant Odessa qui empêche leur acheminement. À plus long terme, la globalisation économique et le système monétaire et financier dominé par les États-Unis pourraient être remis sérieusement en cause.

**Mots-clés :** Russie, Ukraine, guerre, guerre économique, sanctions économiques, système international monétaire et financier, famine, OTAN

## Abstract

Threatened by the enlargement of NATO and by the accession of former friendly countries to the European Union, Russia has engaged in a "special operation" against Ukraine, with a view to keeping this country in its zone of influence. For Vladimir Putin, Ukraine is part of the greater Russia, the two entities have a common destiny under the responsibility of Moscow. The military action, which did not deserve the name of war, had to be conducted quickly to remedy this accident of history and the domination of the United States and its satellite the European Union. The military fighting has shown the resistance of the Ukrainian people, but also the will of Russia to fulfill its objectives at any cost despite the expansion of economic, social and military sanctions decided against it, mainly by the Western powers. The conflict affects the interests of all the countries of the world, with sanctions on the Russian monetary and financial system, on the available international infrastructures, on the interrupted exercise for Russia of the "Most Favored

Nation clause”, on the Russian sales of gas and oil to European countries, on the exports of cereals which will be reduced both by the acts of war which limit the production and the maritime blockade in front of Odessa which prevents their routing. In the longer term, economic globalization and the monetary and financial system dominated by the United States could be seriously challenged.

**Keywords:** Russia, Ukraine, war, economic war, economic sanctions, international monetary and financial system, famine, NATO

## I. Introduction

Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ancien représentant du KGB, n’a jamais fait le deuil d’une Russie puissante, d’obédience chrétienne orthodoxe, au moment où de nombreux anciens partenaires des démocraties populaires et des pays ayant appartenu à feu l’URSS intègrent ou veulent devenir candidats à une accession à l’Union européenne et, pire, à l’OTAN. Toute l’organisation publique de la Russie est verticalisée et le capitalisme « à la russe » ne manque pas de faire penser à une ploutocratie autoritaire, dominée par des oligarques peu nombreux qui possèdent directement ou indirectement l’ensemble des secteurs stratégiques de la Fédération de Russie (Fontanel, 2008). Le capitalisme « à la russe » a permis à quelques personnes proches du pouvoir de s’enrichir très rapidement, dans un pays qui n’est toujours pas remis de la violence de la transition économique (Aganbeguyan, Fontanel, 1994). La guerre en Tchétchénie, puis celles de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie, de la Crimée ou du Donbass témoignent du souci du Kremlin de récupérer les territoires russophones dans le giron de la Fédération et d’établir des liens particuliers dominants avec la Biélorussie, en soutenant la dictature contestée d’Alexandre Loukachenko qui se maintient ainsi au pouvoir. S’il doit y avoir une défense nationale russe efficace, elle doit d’abord être fondée sur la protection des intérêts du petit groupe au pouvoir. D’ailleurs, les regards portés pour le ralliement ou la conquête de territoires de l’ancienne URSS ne sont pas toujours motivés par des raisons patriotiques, mais aussi par des intérêts politiques de « zone d’influence » et économiques en faveur d’oligarques.

La vassalité des oligarques envers Poutine est bien ancrée dans les mentalités de ceux qui ont reçu un blanc-seing du chef de l’État pour établir, développer et protéger leurs richesses, souvent mal acquises, au détriment de biens publics. D’ailleurs, si la constitution n’avait pas permis à Poutine de rester Président, personne en Russie ou ailleurs ne s’est fait d’illusion concernant le jeu de chaises musicales entre la Présidence et le chef du gouvernement avec M. Medvedev. Vladimir Poutine a appuyé son pouvoir sur quatre piliers, la recherche d’une nouvelle puissance militaire et la relance d’un complexe militaro-industriel, le contrôle des hydrocarbures par oligarques interposés, la maîtrise de l’information et la mise en place progressive de lois lui accordant, de fait, les pleins pouvoirs. Son goût de la puissance, du syndrome d’Hubris, s’exprime plus facilement dans l’expression de la menace ou de la force brute, plutôt que dans une recherche d’un « *soft power* » aléatoire.

L’avancée rapide de l’OTAN aux portes de ses frontières semble avoir incité Moscou à réagir et à condamner la duplicité des États-Unis et de l’Europe qui ne respectent pas leur promesse de ne pas étendre l’OTAN en direction de l’Europe de l’Est. La Russie n’a pas perdu le goût de la puissance, elle veut conserver son influence historique et même naturelle sur tous les territoires qu’elle a autrefois vassalisés. La fameuse « opération spéciale » engagée par la Russie à l’encontre de l’Ukraine est le résultat d’un enchaînement de décisions qui a rendu inéluctable son organisation et sa mise opportuniste en action.

Le Kremlin était convaincu que l'opération spéciale se solderait rapidement par une victoire, conduisant à terme soit au rattachement de l'Ukraine à la Russie soit, au pire, à la « finlandisation » de l'Ukraine. Un accueil positif des citoyens ukrainien à l'opération spéciale de leurs frères russes était attendu, face à un gouvernement de Kiev jugé corrompu, peuplé de nazis et inamical à l'encontre des intérêts de la Russie, avec ses demandes d'adhésion à l'OTAN (dont l'existence constitue une menace pour le peuple russe) et à l'Union européenne. Le Kremlin s'est senti trahi par une Ukraine gouvernée par un acteur sans expérience politique, qui acceptait d'abandonner leur histoire commune pour se commettre avec un Occident finalement hostile aux intérêts légitimes de Moscou. L'Ukraine a pourtant toujours été appelée la « petite Russie » pour témoigner de l'attachement historique réciproque des deux populations qui ont toujours vécu en harmonie et développé une solidarité fraternelle, au point d'en oublier les frontières que les instances internationales ont imposées avec l'effondrement de l'Union soviétique.

Dans ces conditions, la résistance de l'Ukraine, aidée principalement, par les États-Unis et l'Union européenne a été une surprise. La « petite Russie » ne veut plus subir la loi de Moscou, elle a appris à vivre selon ses propres règles. La popularité de l'opération spéciale pour les citoyens ukrainiens n'a pas été évidemment à la hauteur des attentes moscovites. Il n'y a eu nulle part, Donbass exclu, d'insurrections favorables à la ligne moscovite, mais au contraire une résistance acharnée de l'ensemble de la population, atterrée par la violence des destructions des infrastructures et des bâtiments civils. Fin mai 2022, les dégâts imposés par la guerre elle-même en termes de destruction des équipements ou infrastructures ont été estimés, par les autorités ukrainiennes, à 600 milliards de dollars. Plus de 8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et 7 millions de citoyens (souvent jeunes et féminins) se sont exilés. Ce qui est énorme si l'on se rappelle que le pays comptait 42 millions d'habitants avant « l'opération spéciale ». Ces informations mettent en évidence le refus des citoyens ukrainiens d'une vie commune avec un pays autocratique, capable ainsi de la détruire, évidemment en toute « confraternité ».

Il en résulte la mise en place de sanctions (principalement des pays européens et des membres de l'OCDE) qui exercent des effets économiques et sociaux de court, moyen et long terme. L'ensemble des actions entreprises ont des conséquences économiques, politiques et stratégiques importantes, qui vont toucher à la fois le commerce international des céréales et l'organisation des transferts et des financements internationaux.

## **II. Les fondements de l'opération spéciale russe**

Les rapports de la Russie avec les anciens pays membres européens du Pacte de Varsovie ne sont pas idylliques, même si la Hongrie ne ménage pas ses efforts pour reprendre à son compte les choix politiques de Vladimir Poutine. L'essor de l'Union européenne a attiré l'adhésion des anciennes démocraties populaires, ainsi que les pays baltes, membres de l'ancienne URSS, non seulement pour des raisons politiques et économiques, mais aussi pour se dégager de toute influence de la Russie, un parrain qui fait peur par sa capacité à s'immiscer dans les affaires des États proches. Dans ce contexte, les rapports et liens avec Kremlin se sont rapidement dégradés, notamment face à la volonté stratégique de Moscou de conserver coûte que coûte une zone d'influence forte sur tous les pays limitrophes. Il en a résulté, notamment pour les pays frontaliers de la Russie, une puissante et pressante incitation non seulement à devenir membre de l'Union européenne, mais aussi à appartenir à cette Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) qui semble n'avoir aujourd'hui, depuis la défunte Union soviétique, plus que la Russie à dissuader d'une quelconque action militaire sur la zone Europe. La Russie se sent elle-même menacée, encerclée. Le Kremlin ne peut pas accepter que les pays anciennement frères ne comprennent pas la situation

d'insécurité qu'elle subit face à l'élargissement de l'OTAN et la pression de la puissance américaine en vue de devenir un gendarme très partial de l'Europe et du monde. Constaté qu'un gouvernement ukrainien qu'il méprise propose sa candidature pour entrer dans le rang du leadership militaire américain constitue une trahison insupportable. Vladimir Poutine a proposé en décembre 2021 une solution de blocage à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, en demandant au gouvernement ukrainien de retirer sa candidature ou à un membre de l'OTAN d'empêcher cette perspective d'adhésion<sup>1</sup>. Malgré la menace d'un conflit militaire éventuel proféré par le Kremlin en cas d'échec des négociations, la réponse de l'OTAN n'a pas été à la hauteur des attentes russes en estimant que chaque peuple est souverain et peut décider d'appartenir à l'alliance militaire qui convient à sa sécurité et au système politico-économique européen qui lui offre de meilleures perspectives économiques. L'Ukraine n'avait pas l'intention non plus d'accepter un processus de « finlandisation » qui l'aurait, bien plus que la Finlande en son temps, obligé de mener une politique sécuritaire dictée de fait par Moscou. Le cordon ombilical devait être définitivement coupé. C'est ainsi que le Kremlin l'a ressenti. Ce rejet, pour Vladimir Poutine, devenait insupportable et l'heure était venue de dire non au dépècement des relations d'amitiés séculaires avec les anciens membres de l'URSS et notamment de son fer de lance l'Ukraine, qui avait, en son temps, tout comme le Biélorussie, un siège à l'ONU, à la disposition de l'Union soviétique. La « Grande Russie », fière de sa Civilisation, ne pouvait pas annoncer une intervention militaire en cas de refus des négociations, et ne pas respecter sa « lettre de route ». La guerre aurait pu être évitée certes, mais personne non plus ne peut imposer à un autre pays de lui sacrifier sa propre défense.

C'est dans ce contexte que Moscou a pris la décision d'engager une « opération spéciale » à l'encontre (en faveur, pour Vladimir Poutine) de l'Ukraine. Le conflit armé a probablement été décidé en considérant que la lutte serait rapidement gagnée, du fait des circonstances politiques électorales (campagne électorale en France, changement de Chancelier en Allemagne, arrivée de Joe Biden au pouvoir aux USA, fragilité politique du Premier Ministre britannique), des échecs des actions militaires américaines en Syrie et en Afghanistan, de la faiblesse du gouvernement de Kiev, d'une armée et de citoyens ukrainiens peu motivés à combattre leurs frères russes et d'une censure autoritaire de l'information afin de contrôler l'opinion publique nationale. Le Kremlin était convaincu trouver chez de nombreux Ukrainiens le désir de retrouver la Grande Russie et la volonté de se battre pour elle.

Vladimir Poutine pose une énigme au monde occidental, aussi bien au regard de sa rapide conquête encore mal élucidée du pouvoir que par l'évolution de ses actes et pensées. Pour Michel Eltchaninoff (2015), ce n'est pas un homme réputé pour ses ambitions intellectuelles et sa culture philosophique<sup>2</sup>. C'est d'abord un homme pragmatique, patriote, élevé comme un citoyen soviétique de base, épris de culture militaire et du renseignement. À la tête du gouvernement, il veut redonner un sens et un destin à la Sainte Russie. En ce sens, il est plus proche du patriotisme de Staline que de l'internationalisme de Lénine. Si dans un premier temps il est apparu intéressé par les « valeurs occidentales » et par l'économie de marché, depuis 2013, face aux avancées des lois libertaires européennes et de l'OTAN en Europe de l'Est, il est devenu plus conservateur, partisan d'une démocratie respectueuse de l'ordre, attaché au respect de la morale religieuse, désireux de choisir une voie économique et sociale spécifique, une Voie Russe soutenue par la force renouvelée de son armée. Le modèle ne peut pas être anglo-saxon, dans un monde globalisé, il sera d'abord russe. Aujourd'hui Vladimir Poutine est toujours officiellement opposé à la restauration d'une idéologie d'État,

---

<sup>1</sup> Voir sur ce point le Stock des conflits 2021, n° 84 de J.-F. Guilhaudis dans le présent numéro *PSEI*.

<sup>2</sup> Ce texte reprend en grande partie notre présentation faite du livre de Michel Eltchaninoff. J. Fontanel (2015), « *Dans la tête de Vladimir Poutine* de Michel Eltchaninoff », *Aquilon*.

il ne supporte aucun carcan idéologique qui ne serait pas instruit à son initiative. D'un point de vue économique, il s'agit aussi de se libérer du diktat de la finance internationale ou, au contraire, de l'utiliser à des fins pragmatiques pour renforcer la puissance de la Russie.

Les convictions des hommes peuvent parfois évoluer au gré des événements imprévus dans leur émergence, leur intensité et leurs effets. Le Poutine jugé libéral, pacifique et démocrate de Saint-Pétersbourg n'est plus, sans doute d'ailleurs qu'il ne l'avait été que par opportunisme pour rallier les anciens partisans de Gaïdar<sup>3</sup>, le père de la « thérapie de choc ». Sa volonté d'inscrire la Russie dans l'Europe a été progressivement affaiblie par l'évolution récente des relations internationales jugées peu satisfaisantes pour les intérêts de la Russie, notamment avec l'essor territorial et politique de l'OTAN et de l'Union européenne. Il a plus fréquemment tourné son regard vers l'Inde et la Chine, deux partenaires du BRICS, avec lesquels un projet eurasiatique encore à construire est toujours en discussion. Le problème fondamental pour les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) réside dans le fait qu'ils ont sans doute des communautés d'intérêt contre le système international dominé par les États-Unis et les démocraties occidentales, mais qu'ils ont aussi des intérêts différents et souvent même en concurrence.

Vladimir Poutine désire contrecarrer les politiques jugées agressives des pays occidentaux qui repoussent la Russie « sur les bas-côtés de la politique européenne ». Il ne perd pas de vue les pays qui ont appartenu à l'expérience soviétique, en faisant souvent référence aux Russes (citoyens ou non) habitant encore ces anciens territoires de l'Union soviétique, en rappelant que la Russie n'hésitera pas à les protéger s'ils font appel à Moscou.

Aujourd'hui, Vladimir Poutine s'inspire d'Ivan Ilyine, un ennemi de la révolution bolchevique, partisan d'un national-impérialisme religieux, de la « verticale du pouvoir » et d'une « dictature démocratique », organisée autour d'un guide dévoué à la Russie et à ses valeurs religieuses<sup>4</sup>. Ce philosophe se déclarait hostile aux puissances étrangères qui cherchaient à s'emparer des territoires amis qui devaient rester sous le contrôle « naturel » de la Russie. Il condamnait l'impuissance de la non-violence revendiquée par Tolstoï et il valorisait l'importance d'une armée nationale forte. Ce faisant, il exprime un pan essentiel de la pensée politique de Vladimir Poutine selon laquelle la conception libérale et républicaine de la liberté n'est acceptable que lorsqu'elle se soumet à l'État, lequel définit la cohésion interne, exalte la culture russe et organise sa puissance internationale. « La Russie n'est pas menacée par l'autocratie du trône, mais par la dissolution de la nation, à laquelle travaillent les partis révolutionnaires ; ce n'est pas la réaction qui est effrayante, mais la révolution. En revanche si les Russes cessent de rêver aux libertés occidentales, la Russie retrouvera sa liberté, la consolidera et apprendra à son peuple une libre loyauté »<sup>5</sup>.

Sur cette base, Vladimir Poutine va s'inscrire dans un mouvement « conservateur », avec des bases morales et éthiques reposant sur les valeurs chrétiennes traditionnelles, notamment avec la défense de la famille et le refus de l'homosexualité. Pour lui, la nouvelle idée nationale ne peut se développer sur la base des lois du marché, elle est destinée à devenir la gardienne des valeurs chrétiennes authentiques. Elle suppose aussi une nouvelle

---

<sup>3</sup> Madame Nabioulina, Gouverneur de la Banque de Russie, en est un exemple, tout comme Oulioukaev, ancien ministre de l'Économie, aujourd'hui condamné pour corruption.

<sup>4</sup> Ivan Ilyine s'oppose au communisme, au nom de sa foi religieuse, laquelle peut, sans hésiter, lutter contre le mal par le glaive. Il s'oppose aux démocraties occidentales jugées trop faibles et émoussées. Il propose une nouvelle « idée russe », d'abord religieuse, nationale et militaire afin d'assurer l'unité et la puissance de la Russie. Le chef d'État devient le guide, il est choisi par « acclamation ». « Le Guide sert au lieu de faire carrière, il combat au lieu de faire de la figuration, il frappe l'ennemi au lieu de prononcer des mots vides, il dirige au lieu de se vendre à l'étranger ». M. Eltchaninoff, « Ivan Ilyine, l'inspirateur secret du poutinisme », *Revue des Deux Mondes*, Septembre.

<sup>5</sup> M. Eltchaninoff (2015), « Ivan Ilyine, l'inspirateur secret du poutinisme », art. cit.

interprétation de la liberté d'expression et des droits de l'homme. Une fois élu, le Président a de fait tous les pouvoirs, même dans l'ordre économique. Enfin, la Russie ne peut devenir le vassal d'un monde unipolaire dirigé par les États-Unis et elle ne peut pas accepter d'être encerclée par les forces agressives de l'OTAN. Pour conforter sa politique et son engagement en faveur d'une Russie forte, Vladimir Poutine cite régulièrement des penseurs aussi différents que Leontiev (chrétien au radicalisme virulent), Soljenitsyne (ce dissident devenu favorable à l'émergence d'une « voie russe » et d'un pouvoir fort), Dalilevski (partisan d'une union des Slaves), Goumilev (adepte d'une puissance eurasiennne opposée à l'Occident) ou Dostoïevski (celui qui, dans « Les Démons », s'oppose à l'intelligentsia libérale et socialiste pro-occidentale).

Si Vladimir Poutine a parfois refusé la vocation impériale à la Russie, il se propose néanmoins de restaurer l'honneur de la Russie fané par l'effondrement du système soviétique et la violence de la transition. Il n'a pas vraiment renoncé au mirage de la reconstitution partielle de l'empire russe, même par les armes et la guerre. C'est pourquoi la « Voie russe » s'adresse aussi, à plus ou moins long terme, à ses voisins, notamment l'Ukraine et la Biélorussie. L'Église orthodoxe soutient et accompagne cette politique qui défend ses propres valeurs conservatrices et la puissance de la Russie sur tous les territoires qui lui sont rattachés. Ces idées correspondent sans doute à la soif de pouvoir de Vladimir Poutine et à sa volonté de rester dans l'histoire comme l'homme qui aura restauré la grande Russie. Pour être mieux compris d'une population, il faut lui donner des textes anciens qui témoignent du caractère sacré de la grande Russie et donnent de la profondeur à la restauration de la puissance de la civilisation russe.

C'est dans ce contexte que l'on peut expliquer le caractère effectivement spécial de cette « opération spéciale ». Après le rapide effondrement de la puissance militaire conventionnelle russe, marquée par des efforts de conversion du complexe militaro-industriel soviétique, l'effort d'endiguement des ambitions supposées de la Russie reposait fondamentalement sur les seules forces stratégiques nucléaires. En 2008, à la demande insistante du gouvernement de la Géorgie d'appartenir à l'OTAN, la Russie a engagé un conflit en Ossétie du Sud et en Abkhazie. Elle a tenu compte de l'évolution des menaces pesant sur sa sécurité et elle a décidé de se préparer à l'éventualité des conflits armés, tout en entretenant et modernisant les forces nucléaires qui lui maintiennent, sans discussion, le statut de grande puissance dans les relations internationales. L'expérience géorgienne a mis en évidence d'insoutenable limites militaires, ce qui aurait pu valoir à Moscou de perdre, de fait, son statut. Encerclée par l'espace occidental et le dynamisme inquiétant de la Chine, la Russie a relancé sa production militaire, elle a réorganisé et modernisé son armée, avec le souci de rester la puissance dominante et incontournable d'une région qui comprend l'Est européen et toutes les anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes. Elle veut conserver sa zone d'influence face à la Chine, au Japon, aux États-Unis et à l'Europe. Or, elle a le sentiment, souvent justifié, d'une absence d'empathie à son égard, et elle souffre du syndrome de l'encercllement, lequel fragilise le sentiment national de sécurité et sape les valeurs de la civilisation de la Russie éternelle.

Le 22 août 2012, la Russie est devenue le 156<sup>e</sup> membre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), dans le cadre d'une stratégie visant à entreprendre les réformes nécessaires à la modernisation de son économie par la diversification de la production, une amélioration de la compétitivité et l'ouverture vers un plus large éventail d'options pour l'économie nationale, encore trop stagnante. L'adhésion de la Russie à l'OMC corrigeait alors une grande anomalie. Compte tenu de son importance politique et économique, la crédibilité de l'OMC était minée par l'absence de la Russie, seul membre du G20 et du Conseil de Sécurité de l'ONU dans cette situation. Cette adhésion d'un pays de près de 150 millions d'habitants était conditionnée par l'octroi inconditionnel du statut de la nation la plus favorisée (NPF) à

tous les autres membres. Chaque membre de l'OMC doit offrir le même niveau d'accès aux marchés des autres membres (Fontanel, 2005).

Il a fallu deux décennies à la Russie pour obtenir cette adhésion, alors que la Chine en était membre depuis 2001, le retard étant principalement dû à une méfiance de Washington à l'encontre du Kremlin en utilisant l'amendement Jackson-Vanik (1974) qui limitait les exportations de marchandises des pays à régime communiste vers les États-Unis, en guise de punition pour les obstacles mis par Moscou à l'immigration. L'utilisation de cet amendement a été perçue comme une désapprobation du Congrès américain à l'encontre de la politique étrangère et commerciale du Kremlin. Il s'agissait d'abord d'affaiblir l'économie russe pour sa puissance nucléaire et son opposition au système de défense antimissiles en Europe, mais aussi pour le soutien qu'elle apportait aux gouvernements iranien et syrien et pour son bilan global jugé insuffisant en matière de droits de l'homme. Cet accès douloureux au libre-échange n'a pas conduit le Kremlin à engager des relations apaisées avec les pays occidentaux. La Russie avait quelques raisons de considérer qu'il y avait deux poids deux mesures, car les conditions économiques pour devenir membres de l'OMC étaient sans doute aussi bien satisfaites par la Russie que par la Chine, qui a par ailleurs bénéficié d'un régime dérogatoire spécifique à l'entrée pour une décennie.

Depuis l'échec relatif de la guerre en Géorgie, Vladimir Poutine a trois convictions. D'abord, Washington et ses alliés européens obéissants n'ont aucun scrupule à violer les principes du droit international, comme la guerre du Kosovo et l'assassinat de Khadafi en témoignent. Ensuite, l'OTAN est fondamentalement une organisation militaire dont les objectifs ultimes portent sur l'affaiblissement de la Russie et le respect dans toute l'Europe de l'impérialisme américain et de sa civilisation marchande. La Russie souffre alors du syndrome de la citadelle assiégée, lequel sera confirmé ou aggravé par les fameuses « révolutions de couleurs » dans les pays de la zone d'influence russe. Cependant, les guerres impérialistes de Washington contre son allié l'Irak et l'Afghanistan ont débouché sur des défaites humiliantes face aux peuples qui s'opposent aux règles que Washington veut imposer au reste du monde. Enfin, ces expériences militaires ratées des campagnes militaires de Washington mettent en évidence à la fois l'affaiblissement militaire des États-Unis et la remise en cause de leur puissance économique face au défi de la Chine.

Cependant, l'évolution géostratégique du monde conduit à l'élargissement de l'OTAN. Lors de la Révolution orange, soutenue sur la Place Maïdan par la NSA (National Security Agency) et des organisations non gouvernementales étrangères, la Russie a compris que cette avancée non seulement réduisait son champ d'influence, mais surtout menaçait directement sa propre sécurité. Elle a alors engagé une « première opération spéciale » qui ne disait pas son nom par une intervention militaire minimale et rapide à l'intérieur même du territoire de Crimée, là où justement elle dispose d'une base militaire qui lui a été accordée au moment de l'implosion de l'URSS. Il faut remarquer que lors de ces discussions, l'Ukraine a perdu sa capacité militaire nucléaire et qu'elle disposait en échange de Sébastopol, une ouverture fondamentale de la Russie vers les mers chaudes.

Au moment de l'annexion de la Crimée, la stratégie de la Russie s'est inscrite dans le droit fil des recommandations trimillénaires de Sun Tsu (Brunat, Fontanel, 2015). L'action a été rapide, bien élaborée, avec une rétention maximale d'information pour se donner du temps (notamment celui du référendum). Cette opération a obtenu un soutien ferme de la population russe et l'indifférence apparente d'alliés puissants comme la Chine ou l'Inde. Les adversaires ont été mis devant le fait accompli et dans l'incapacité de reprendre le terrain cédé. Seul le résultat positif a compté, malgré les sanctions occidentales qui n'ont pas manqué d'intervenir, sans effets politiques d'importance. Dans ce contexte, il est nécessaire de prendre la mesure de ces événements importants qui témoignent de la stérilité relative des actions américaines face aux décisions des États qui appliquent la politique du « fait accompli ». Le conflit armé en Ukraine conduit à des campagnes médiatiques particu-



lièrement virulentes en Occident, mais d'autres États, lassés par l'application des règles internationales oppressantes imposées indirectement par les intérêts de Washington, trouveront dans cette opération le courage d'entreprendre eux-mêmes des actions de rébellion face à l'ordre international et soutiendront les objectifs de Moscou.

### III. Les sanctions imposées à la Russie

Après « l'opération spéciale », la Russie a utilisé son veto, pour s'opposer à un projet de résolution au Conseil de sécurité<sup>6</sup>. Elle était seule à voter contre, mais il y avait aussi 3 abstentions, de la part de la Chine, des Émirats Arabes Unis et de l'Inde. Par la suite, le Conseil a adopté la résolution 2623, pour décider la convocation d'une session extraordinaire d'urgence. En ce cas, sur la base de la résolution 377 (V) adoptée par l'Assemblée générale en 1950, le veto ne joue pas. Au cours de cette session, l'Assemblée Générale a voté 2 résolutions ES-11/1 et ES-11/2, le 2 et le 24 mars, avec des scores très nets 141 contre 5 (35 abstentions) et 140 contre 5 (38 abstentions). Les résultats paraissent clairs, mais en même temps on ne peut pas dire non plus que la communauté internationale soit unanimement indignée<sup>7</sup>.

Avec les sanctions décidées à la suite de l'annexion de la Crimée, la Russie est aujourd'hui le pays le plus sanctionné du monde, bien plus que la Corée du Nord, pourtant un « rogue state » particulièrement concerné par une guerre économique de long terme. La Biélorussie, qui est l'exemple même du régime politique que le Kremlin propose à l'Ukraine, subit les mêmes sanctions du fait de son soutien à cette « drôle » de guerre, lesquelles sont d'autant plus efficaces que le nombre des partenaires internationaux y participant est plus élevé. L'Union européenne et les États-Unis ont partagé leurs inquiétudes et leurs actions afin de coordonner les sanctions. Les organisations économiques internationales ont apporté aussi leur soutien, comme la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Après son exclusion du Conseil de l'Europe, la révocation, par les Occidentaux du statut de la « nation la plus favorisée accordé à tous les membres actifs de l'Organisation Mondiale du Commerce » menace toutes les exportations russes d'importants droits de douane et les importations en situation potentielle de quasi-boycott. En outre, les pays occidentaux ont pris de nombreuses mesures pour saper l'infrastructure financière de la Russie, afin d'affaiblir son activité économique. Tous les acteurs économiques (États et entreprises notamment) sont dorénavant assujettis à une vigilance accrue dans leurs relations commerciales avec la Russie, eu égard aux mesures qui seraient prises à leur rencontre sur

---

<sup>6</sup> S/2022/155)

<sup>7</sup> <https://www.un.org/press/fr/2022/cs14808.doc.htm>

<https://www.un.org/press/fr/2022/cs14809.doc.thm>

À une large majorité, l'Assemblée « déplore dans les termes les plus énergiques » l'agression contre l'Ukraine et exige le retrait immédiat des forces russes | Couverture des réunions & communiqués de presse.

Situation ukrainienne : l'Assemblée générale examine deux projets de résolution concurrents sur l'aide humanitaire, l'un présenté par l'Ukraine et l'autre par l'Afrique du Sud | Couverture des réunions & communiqués de presse.

Ukraine : L'Assemblée générale exige de nouveau la cessation immédiate des hostilités menées par la Fédération de Russie et demande le financement intégral des plans humanitaires de l'ONU | Couverture des réunions & communiqués de presse.

les marchés internationaux si un lien avec le système financier SWIFT faisait l'objet d'une enquête auprès des services compétents américains.

Avec les lois « D'Amato-Kennedy » et « Helms-Burton », Washington utilise l'arme économique pour tous les « rogue states », sur le principe selon lequel tout ce que le droit international ne condamne pas spécifiquement est alors supposé autorisé. Ces lois permettent de condamner des entreprises qui ne respecteraient pas les embargos et sanctions décidés par les États-Unis, notamment en les excluant du système financier international et de l'ensemble du marché américain. Dans ce contexte, Washington s'est attribué une compétence générale d'application du droit international. De fait, tous les États sont concernés, mais ils ont cherché d'abord à obtenir des exemptions pour leurs propres entreprises. La loi FCPA (Foreign Corrupt Practises Act), mise en œuvre par l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) établit une forme de loi extraterritoriale qui s'applique non seulement à la corruption, mais aussi au respect de la concurrence (Fontanel, Suscheva, 2019b). Les instruments juridiques utilisés sont variés, comme l'extension des mesures de contrôle des exportations dans le cadre des règlements intitulés « International Traffic in Arms Regulations (ITAR) » et « Export Administration Régulation (EAR) ». Toutes les entreprises directement ou indirectement concernées par des projets et relations d'affaires avec la Russie doivent en tenir compte si elles ne veulent pas être durement sanctionnées.

L'objectif des sanctions est de fragiliser l'économie russe en vue de réduire ses degrés de liberté dans les choix à opérer entre la continuation de la guerre, la capacité à la financer, le respect des normes fixées en lien avec les opérateurs nationaux et le soutien d'une partie au moins de l'opinion internationale. Les sanctions prises visent à empêcher le marché financier russe de bénéficier du système international des mouvements de capitaux et d'exécution des paiements. Dans ce cadre, les investissements étrangers se raréfient très rapidement et les secteurs stratégiques (énergie, spatial, aéronautique, armement ou technologies avancées, par exemple) sont alors directement concernés. Aux États-Unis, la réglementation « Export Administration Regulation » répertorie les produits duaux (à double usage) dont l'interdiction concerne les exportations, les réexportations, les transferts et les licences, selon des modalités variables dans le temps. Tous les produits à double usage concernant simultanément les secteurs civils et militaires (matériaux électroniques, ordinateurs, systèmes de navigation, etc.) sont interdits à l'importation en Russie, ce qui rappelle les activités aujourd'hui partiellement désuètes du COCOM instituées pendant la guerre froide.

Pour l'Europe, il s'agit aussi de réduire les importations des produits pétroliers et gaziers, de suspendre tous les projets économiques d'importance en partenariat (comme le gazoduc North Stream II), de geler les infrastructures financières, de sanctionner les personnalités politiques et militaires russes directement ou indirectement responsables de l'invasion de l'Ukraine et d'appliquer des sanctions sectorielles particulièrement dommageables pour le développement économique de la Russie. Une interdiction totale de toutes transactions avec certaines entreprises publiques a été décidée par l'Union européenne. Dans ce contexte, le partenariat avec des acteurs économiques russes et toutes les opérations engagées deviennent des opérations à très grand risque. Les acteurs économiques sont alors mis devant un fait accompli, celui d'être rendus incapables de réaliser leurs engagements. *In fine*, il est important d'analyser alors les clauses contractuelles ou les raisons de l'imprévision qui permettent de justifier l'arrêt du contrat par un changement profond des conditions économiques internationales, et notamment de cas de force majeure.

Après la mise en place des sanctions européennes et américaines, la Russie a contre-attaqué en considérant que la lutte nécessaire contre les nazis et traîtres ukrainiens était vitale pour la grande Russie, laquelle reprendrait alors ses droits et devoirs sur la « petite Russie ». À noter que l'Ukraine a introduit une requête devant la Cour Internationale de Justice pour « Allégation de génocide... », laquelle n'a pas pris d'arrêt sur sa compétence,

mais a pris des mesures conservatoires demandant la suspension des opérations militaires engagées le 24 février 2022<sup>8</sup>. Elle demande aux deux Parties de s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend. La Russie considère que, pour cette « opération spéciale », la CIJ n'est pas compétente.

Pour empêcher l'information qui tendrait à discréditer « l'opération spéciale », la censure russe cherche à supprimer toutes les contestations éventuelles. Le 15 mars, une loi punit de 15 années d'emprisonnement toute information discréditant l'opération « spéciale », avec un contrôle sévère sur la liberté de la presse, de fait plus fortement garrottée. Tout journaliste peut, à tout moment, subir des sanctions pénales si la doxa du Kremlin est remise en doute. La question est de savoir comment la population russe peut réagir, dans une situation médiatique monopolisée par la propagande gouvernementale. À l'énoncé des sanctions, le rouble s'est effondré, les taux d'intérêt ont grimpé et les produits de première nécessité ont commencé à manquer. Cependant, la population russe a toujours été résiliente, elle n'a pas oublié les files d'attente devant les magasins de la période soviétique. Elle reste globalement certaine d'appartenir à une civilisation slave qui doit se réaliser comme grande puissance face aux tentations impérialistes du monde occidental.

Depuis l'annexion de la Crimée et les combats incessants du Donbass, les sanctions occidentales n'ont eu aucun effet sur la vision politique et stratégique du Kremlin. « L'opération spéciale » en Ukraine a conduit à de nouvelles sanctions, car il était difficile de combattre directement militairement la Russie, au regard de la menace nucléaire clairement avancée par Vladimir Poutine. La mesure phare décidée par les Occidentaux concernant le gel de la clause de la Nation la plus favorisée définie par l'OMC n'a sans doute pas été souhaitée par le Kremlin, mais celui-ci a considéré qu'elle n'était pas suffisante pour stopper des opérations qui acceptent les contraintes économiques pour valoriser plutôt la réunification civilisationnelle de la Grande Russie. Pourtant, le budget de l'État dépend en grande partie des exportations des matières premières et des ressources énergétiques de la Russie et les mesures prises tendent à réduire drastiquement la capacité financière du Kremlin à conduire la guerre sur le long terme. En outre, les sanctions économiques imposées aux oligarques et aux responsables politiques et militaires de la Russie ont pour objet de les faire réagir vivement en vue d'influencer le Kremlin et d'arrêter l'invasion de l'Ukraine. Il faut noter enfin que si les autres pays et entreprises peuvent continuer à commercer avec la Russie, Washington est en mesure de les sanctionner si dans l'opération commerciale et financière il est fait appel à un bien ou service national comme le dollar, ou des technologies américaines embarquées dans les produits et matériels ainsi importés en Russie (Läidi, 2019).

Si l'Europe a trouvé de nombreux points d'accord pour sanctionner l'économie russe, l'efficacité des sanctions, au moins à l'horizon d'un semestre, n'est pas au rendez-vous. Les oligarques n'ont pas été suffisamment puissants pour créer un véritable système oligarchique plus puissant que l'autocratie centrée sur Vladimir Poutine, lequel dispose de moyens suffisants pour en obtenir une obéissance indiscutée. Ils doivent directement ou indirectement leur fortune (ou son maintien) aux concessions qui leur ont été accordées par le Kremlin. C'est pourquoi les oligarques sont personnellement concernés par les sanctions, tout comme, dans le sixième paquet, Krill, le patriarche de l'Église orthodoxe moscovite, mais aussi Vladimir Poutine et ses filles, Serguei Lavrov ou Abramovitch. Le Royaume-Uni a suivi le mouvement et a ainsi sanctionné le fameux Londongrad, avec ses 90 oligarques et 18 banques, avec un gel de leurs avoirs pour un total de 1.500 milliards d'euros. Une loi, très attendue depuis 20 ans au moins, concernant les fortunes « douteuses » des oligarques russes a même été votée. Londongrad va sans doute dans l'année qui vient changer de surnom.

---

<sup>8</sup> Ordonnance de la CIJ du 16 mars 2022.

L'Union européenne a décidé d'interdire l'exportation vers la Russie des biens de haute technologie (10 milliards d'euros), appelés « technologies cruciales », et l'importation de matières premières et matériaux critiques (5,5 milliards d'euros). Les produits alimentaires sont aussi concernés (vodka ou caviar, par exemple) ainsi que l'exportation de produits de luxe. L'Union européenne interdit aux entreprises de son territoire de vendre des articles de valeur, d'engager des investissements ou d'accorder des prêts et subventions dans les secteurs de l'énergie (gaz, pétrole, charbon, électricité) avec les opérateurs russes, sous peine de lourdes sanctions. Les sanctions considérées ont cependant pour objet de faire plus de mal à l'économie russe qu'à celle de l'Europe. Ainsi, en réponse aux intérêts de la France, les investissements dans l'énergie nucléaire ne seront pas sanctionnés ainsi que les investissements de Total Énergie à la demande de l'Allemagne. Après un mois de négociation particulièrement difficile, lors du 6<sup>e</sup> paquet de sanctions, les membres de l'Union européenne se sont entendus sur un embargo à 90 % des importations de pétrole russe d'ici décembre 2022, car l'oléoduc qui alimente la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque restera en service pour satisfaire la demande de ces trois pays, alors que toutes les livraisons transportées par bateau (2/3) seront clairement interdites. Un embargo sur le charbon devrait entrer en vigueur en août 2022. Enfin, la diffusion des médias russes Russia Today et Sputnik est interdite pour cause de propagande officielle conduite par le Kremlin.

À l'instar du G7, l'Union Européenne a décidé le gel des réserves de la Banque centrale russe, de l'ordre de 600 milliards d'euros, ainsi que les ressources placées sur son territoire par presque 500 ressortissants russes et hauts gradés militaires. La banque centrale voit ses capacités d'action sur le marché des changes particulièrement réduites, notamment pour défendre la valeur du rouble. Les liquidités en monnaies étrangères sont nécessaires pour les importations des pays qui n'engagent pas de sanction à l'encontre de la Russie, comme plusieurs États asiatiques et africains. Washington a demandé à Visa et MasterCard de bloquer les services de la carte bancaire et de paiement aux banques russes. Plusieurs entreprises comme Starbuck, McDonalds, Boeing, Ford, Disney ou Apple ont interrompu leurs activités en Russie, fortement encouragées par la Maison Blanche, qui aurait pu engager à leur encontre des mesures de rétorsion.

Dans un premier temps, sept banques russes (VTB Bank, Otkritie Bank, Novikombank, Promsvyazbank, Rossiya Bank, Sovcombank, VEB) et trois banques biélorusses trop proches du Kremlin, ont été exclues des marchés et transactions financières, du système financier international de messagerie et de transaction SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), ce qui a eu pour effet immédiat une forte augmentation du taux directeur et l'affaiblissement du rouble sur les marchés des changes. En avril 2022, un cinquième volet de sanctions concernait le gel des avoirs de quatre autres banques russes, suivi en mai, lors du sixième paquet de mesures, de la Sherbank, la principale banque russe. En revanche, Gazprombank reste dans le système SWIFT, eu égard à son importance dans les transactions de paiement du gaz russe. Les opérateurs européens ne peuvent plus engager d'opérations sur les valeurs mobilières ou fournir des services d'investissement ou recevoir des dépôts de résidents russes de plus de 100 000 euros. Enfin, les banques européennes ne peuvent plus financer les projets du Fonds souverain de la Russie (Russian Direct Investment Fund). Certains pays européens ont pris des mesures spécifiques, comme l'Allemagne qui a suspendu le développement du gazoduc North Stream 2. La France, l'Italie ou le Royaume-Uni ont procédé à la saisie de yachts et de villas appartenant aux oligarques.

Les mesures les plus efficaces concernant le gaz et le pétrole ne peuvent pas être appliquées avec la plus grande sévérité, parce que certains pays européens en pâtiraient considérablement, au moins à court terme. L'Union européenne se trouve aujourd'hui à la limite de ce qu'elle peut faire si elle veut encore présenter un front uni. Certes, l'Union européenne est divisée quant à sa dépendance aux importations russes d'énergie, mais l'inflation galopante qui se présente dans ce secteur soudain en situation dominante de

rareté d'offre touche au fond tous les autres pays. La guerre en elle-même conduit inextricablement à une récession économique mondiale imprévue, qui va amener les États à prendre des mesures qui ne satisferont probablement pas les objectifs à long terme de lutte contre le réchauffement climatique. Cette impréparation concerne bien sûr l'Europe, mais aussi l'ensemble des pays du monde.

Les États-Unis ont engagé des sanctions similaires sur la banque centrale, les avoirs des oligarques, les investissements américains privés ou les exportations de technologies. Le Trésor a interdit à la Russie le remboursement de sa dette avec des dollars détenus dans les banques américaines, ce qui réduit singulièrement les capacités de financement de l'opération spéciale. Les banques russes placées dans le système financier américain sont immobilisées avec de fortes sanctions contre Sherbank et Alfa Bank par le gel de leurs avoirs liés de près ou de loin au système financier américain, rendant ainsi impossible l'utilisation du dollar dans les transactions financières des opérateurs russes. Le gouvernement des États-Unis a engagé aussi des mesures de blocage total de six autres banques (VTB Bank, Okritie Bank, Novikombank, VEB, Promsvyazbank, Soccombank). Dès qu'un actif touche le système financier américain, il est immédiatement gelé et signalé à l'OFAC. Il en va de même pour de nombreuses firmes russes qui souhaiteraient avoir accès au marché américain de financement. Les exportations des technologies avancées sont aussi bloquées. L'ensemble de ces mesures devrait entraîner 3 % de réduction potentielle du PIB de la Russie.

D'autres conséquences peuvent aussi être soulignées. La Norvège a décidé de retirer les investissements russes de son fonds souverain. Le Royaume-Uni interdit les importations de pétrole russe et les investissements britanniques en Russie. Le « soft power » engagé par Vladimir Poutine dans le sport a été remis en cause par l'UEFA avec l'exclusion de la Russie de la Coupe du monde de football et par le CIO qui a banni les sportifs russes et biélorusses des compétitions olympiques.

En rétorsion, le Kremlin a exigé que les livraisons de gaz à destination des pays « inamicaux » soient payées en roubles, depuis des comptes situés en Russie. Les clients de Gazprom se doivent d'ouvrir deux comptes auprès de Gazprombank. Sur le premier, les acheteurs paient dans la devise prévue au contrat. Cette somme est ensuite convertie en roubles avant d'être transférée sur le second compte situé en Russie au nom des clients. Cette demande est en contradiction avec les sanctions des puissances occidentales et avec les contrats signés qui spécifient que les paiements doivent être réalisés en dollars et en euros. Ainsi, le gaz a déjà été coupé à la Bulgarie, à la Finlande et à la Pologne, puis aux Pays-Bas (15 % de son approvisionnement) et au Danemark (18 %), faute de respecter les modalités exigées par le Kremlin. Il s'agit ainsi de valoriser la monnaie nationale russe et de combattre son effondrement.

Il en résulte un rouble qui ne s'est pas effondré au point qu'il est probable que pour toutes ses exportations la Russie demandera officiellement ou non le même mode de règlement. Quand on connaît la dépendance mondiale des pays à l'égard des exportations de céréales, des métaux rares ou des engrais, le système établi depuis l'effondrement de l'URSS est indirectement remis en cause, au moins au niveau des unités monétaires de paiement pour les transactions internationales.

D'autre part, le gouvernement russe prend des mesures pour « minimiser » l'impact de l'embargo du pétrole sur l'économie nationale. Pour Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, ces sanctions auront un impact négatif pour l'Europe, pour la Russie et pour l'ensemble du marché international de l'énergie. Mais la Russie engage une réorientation de ses flux à l'exportation, ce qui peut éventuellement avoir pour effet de redonner de la force à l'économie russe. La Banque de Russie a réagi aux sanctions européennes, en proposant de racheter l'or à un cours de 5000 roubles le gramme, ce qui a eu un effet positif sur la valeur de la monnaie nationale désormais adossée, comme dans le bon vieux temps, à l'or. La confiance des opérateurs étrangers a ainsi été restaurée. En outre, tous les pays jugés

« hostiles » ou « inamicaux » sont concernés par le paiement des livraisons réalisées en roubles par le canal d'une banque russe. Là encore, face à ce type d'importation essentielle à la vie économique et sociale d'un pays, sans aucune alternative possible à court terme comme c'est le cas de l'Allemagne et des pays d'Europe de l'Est, les conditions des sanctions sont au moins partiellement virtuelles. Si les USA, l'Union européenne, la Suisse, le Royaume-Uni ou le Canada s'engagent fermement dans les sanctions économiques contre le pays agresseur de l'Ukraine, d'autres pays sont plus prudents dans leurs réactions. Ainsi, le Japon soutient la résistance ukrainienne, il applique le gel des patrimoines des oligarques, la coupure de SWIFT, mais il ne propose aucune autre sanction concernant les banques et la Banque centrale russes.

#### IV. Les conséquences économiques et politiques de « l'opération spéciale »

Les conflits armés sont très onéreux, à court et à long terme. Pour la guerre en Irak et en Afghanistan, les États-Unis avaient subi des coûts estimés à plus de 1000 milliards de dollars pour le budget et 4400 milliards de coûts indirects<sup>9</sup>, sans compter le coût faramineux des destructions des habitations et des infrastructures des pays concernés. Autrement dit, les guerres modernes sont hors de prix. Pour estimer le coût de cette « opération spéciale », il faudra attendre la fin de cette guerre sans nom, mais dès aujourd'hui on pressent que le monde de la fin de la guerre froide va lui-même disparaître progressivement pour laisser place à des structures nouvelles qui vont impacter les comportements financiers et économiques des acteurs internationaux.

Il faudra nécessairement l'aide de ses alliés naturels pour sortir l'Ukraine d'une situation catastrophique. L'existence de mines ou d'obus va rendre la production de céréales encore plus difficile à mettre en place, indépendamment du fait que les semis ne seront pas effectués dans les conditions idéales qui avaient été celles des années précédentes, avec une augmentation spectaculaire de la productivité agricole. Certes, tout ne sera pas à refaire, mais il faudrait sans doute une décennie, si la guerre devait s'arrêter avant l'automne 2022, pour rattraper non seulement le temps perdu, mais aussi l'utilisation optimale de terres devenues dangereuses. Or, la guerre semble s'inscrire dans le temps, ce qui constitue, avec le réchauffement climatique, une autre preuve concernant la folie des hommes, et notamment celle des hommes au pouvoir.

Le Kremlin considère que son opération spéciale se déroule conformément aux plans préétablis, contrairement à ce qu'affirment les Chancelleries occidentales. Il sait que le peuple russe va souffrir économiquement de cette situation mais qu'il sera fier d'une ambition réalisée, celle du retour de la grande Russie avec un témoignage civilisationnel essentiel, et de retrouver en son sein « la petite Russie » que les pouvoirs étrangers ont cherché à séparer de ses liens indéfectibles avec le pouvoir moscovite. Dans ces conditions, les citoyens russes seront clairement en situation de résistance face aux ambitions occidentales, avec l'aide financière de l'État (salaire minimum, salaires et indemnités des fonctionnaires et des retraités). Ainsi, les contre-sanctions russes répondent, point par point, aux sanctions décidées par le camp européen et états-unien.

Le Kremlin considère qu'il est dans son bon droit. Pour éviter que les alliés du régime de Kiev s'engagent entièrement derrière lui, la question de la cobelligérance a été posée. Les pays membres de l'OTAN qui soutiennent le régime de Kiev ne souhaitent pas non plus engager une guerre qui pourrait devenir mondiale et nucléaire. La « cobelligérance », selon

---

<sup>9</sup> J. Fontanel (2012), « Les coûts financiers et humains de la guerre en Irak et en Afghanistan, un bilan », *Questions internationales*, n° 55, mai.

le Kremlin, est attribuée à tout pays qui prendrait une mesure destinée à imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine (une demande présentée par le Président ukrainien). Cette revendication de Kiev a été rejetée par l'OTAN, mais la politique suivie par l'Europe, par la voix d'Emmanuel Macron, a consisté et consiste toujours à stopper la guerre sans devenir des cobelligérants aux yeux de Moscou. Aujourd'hui, on devrait considérer que la cobelligérance est intuitivement étendue à la vente d'armes « offensives » à Kiev, qui pourraient menacer directement l'intégrité du territoire de la Russie, comme en témoignent les hésitations des États-Unis à fournir des armes à longue portée à l'armée ukrainienne.

De nombreux responsables politiques, chefs de gouvernement, parlementaires, chefs d'entreprise étrangers ont été sanctionnés de visa en Russie. Pour les pays jugés « inamicaux », l'obligation du paiement en roubles des créanciers russes, la suspension de livraison de gaz à plusieurs pays européens ou le choix des exportations agricoles sont utilisés en réponses symétriques. Si l'unité occidentale fait de la Russie un paria international plus ou moins isolé, notamment avec l'exclusion du Conseil de l'Europe, Vladimir Poutine veut mettre en évidence les interdépendances économiques et le poids de son économie sur les échanges internationaux des marchés de l'énergie et de l'alimentation. Comme pour la pandémie du coronavirus, le monde se rend compte enfin de l'interdépendance et de l'incapacité de chaque État d'assurer, à haut niveau, les questions de santé, d'alimentation ou d'énergie de ses populations sans recourir au commerce international. Lorsque les conflits de rareté ou la guerre apparaissent, toutes les activités de production et de consommation sont alors concernées (Fontanel, 2022).

Malgré l'importance des représailles, Moscou répond par des menaces qui, à la sortie de la crise pandémique, ne sont et ne seront pas sans conséquences sur l'ensemble de l'économie mondiale et de son organisation. Gazprom est le premier fournisseur de gaz en Europe, une énergie nécessaire au bon fonctionnement de la plupart des économies européennes. En 2018, Donald Trump avait houspillé les Européens pour leur dépendance énergétique face à la Russie. Cette admonestation avait été mise dans le sac des affirmations excessives et incontrôlées du Président américain. Le boycott partiel de cette source essentielle d'énergie conduit inéluctablement à une envolée des prix du fait des nouvelles raretés provoquées par cette offre réduite dans une situation de demande constante à minima, sauf à restreindre ce type de consommation au niveau national, ce qui n'a pas que des effets positifs dans les démocraties du fait du mécontentement à venir des citoyens électeurs.

Au milieu du mois de juin 2022, la Russie a évité le scénario d'une panique financière, malgré la résurgence d'une inflation prévue entre 18 et 23 % et une récession, estimée par Moscou, de l'ordre de 10 %. Le rouble est même revenu au-dessus de son niveau de 2021, avec +15 % par rapport à l'euro. Deux raisons expliquent cette situation en apparence paradoxale. D'une part, la Russie continue à exporter le gaz et le pétrole à un prix très élevé compte tenu des nouvelles raretés, pour un montant journalier supérieur à 1 milliard de dollars. En outre, elle subit un embargo sur de nombreux produits habituellement importés. Il en résulte un excédent considérable de la balance commerciale, ce qui devrait permettre à la Russie de payer toutes ses dettes. D'autre part, la Russie a mis en place de stricts contrôles des capitaux. La valeur croissante du rouble est donc artificielle, ce qui, dans ce monde marchand à outrance, rassure les opérateurs étrangers.

Les coûts sont multiples et divers, avec des effets aléatoires difficiles à déterminer et même à percevoir, en fonction de l'horizon temps de l'analyse. Il est difficile de déterminer les arrêts de production nationale consécutifs à l'absence de consommations intermédiaires indispensables concernant les technologies de pointe, les productions monopolisées par les compagnies occidentales ou les pièces de rechange des matériels importés en stock. À court terme, la Russie a perdu un nombre indéterminé de personnels militaires, d'armements et de consommations intermédiaires ou finales nécessaires au fonctionnement de l'économie.

Il est évidemment trop tôt pour mesurer l'ampleur des dégâts physiques, et encore plus difficile d'estimer la perte de confiance de nombre de pays importants dans les capacités d'une Russie expansionniste à s'engager dans un processus de paix. Le coût total dépendra de la position des alliés du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). La Russie pourrait élargir ses rapports commerciaux avec l'Asie, notamment la Chine et l'Inde, dont les États se sont abstenus de toute condamnation de l'opération spéciale. Les exportations de gaz vers la Chine, par le gazoduc Power of Siberia, ont ainsi déjà augmenté dans le cadre d'un nouveau contrat à long terme entre Gazprom et CNPC (China National Petroleum Corporation), une entreprise chinoise d'État.

Le Président du Brésil, Jair Bolsonaro, souhaite rester neutre dans cette situation, mais les diplomates brésiliens ont voté la résolution condamnant cette « opération spéciale » d'un membre non permanent du Conseil de sécurité. Il témoigne sa « solidarité » envers la Russie et confirme que la priorité est de préserver les intérêts économiques du Brésil, dont l'agriculture dépend en partie de l'importation d'engrais russes. Si cette position n'est pas toujours comprise dans le monde et même au Brésil, la question de la responsabilité de la guerre n'est pas attribuée au seul Président de la Russie. Selon Lula, par exemple, les États-Unis et l'Union européenne auraient pu refuser l'appartenance de l'Ukraine à l'OTAN et même à l'Union européenne. Avant le conflit, il fallait prendre la mesure du degré d'engagement de la Russie sur cette question, relancer un dialogue et attendre le moment propice pour trouver une solution de paix.

L'Inde, un des pays fondateurs du Mouvement des pays non-alignés, n'a pas condamné l'invasion de l'Ukraine (abstentions à l'ONU), sans doute pour préserver ses intérêts économiques, aujourd'hui menacés par une sécheresse à répétition et pour bénéficier des prix avantageux offerts par Moscou pour un armement qui constitue l'essentiel de son arsenal. En outre, après l'invasion de l'Ukraine, la Russie lui a fait une offre pour la vente de pétrole brut à prix réduit. Enfin, l'Inde ne souhaite pas que la Russie se rapproche de la Chine et du Pakistan, deux ennemis traditionnels.

Pour la Chine, le choix reste cornélien, entre la tentation de renforcer son alliance avec la Russie pour conforter ses pouvoirs autoritaires et envisager une expédition à Taïwan et le choix des intérêts économiques à court et long terme qui la lient au monde occidental. En outre, la Chine de Xi Jinping donne priorité à l'unité nationale contre les tentatives indépendantistes du Tibet ou du Xinjiang. À ce titre, elle peut difficilement admettre les prétentions russes concernant l'indépendance, même provisoire, du Donbass. Même si le 4 février 2022, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont annoncé un nouvel accord qui augmentera les importations chinoises par gazoduc et permettra d'ici 2025 d'augmenter celles-ci au niveau de celles du gazoduc Nord Stream 2, aujourd'hui arrêté, la Russie ne représente que 1 % des échanges du géant asiatique. La Chine a peu à gagner économiquement dans une entente avec la Russie, et beaucoup à perdre des sanctions occidentales. Aujourd'hui, l'économie chinoise est menacée par une grave crise immobilière et par une crise larvée de son économie digitale. La décision du dirigeant chinois de soutenir son homologue russe serait susceptible d'affaiblir les perspectives économiques de son pays à court et à long terme. Face à la solidarité occidentale, Xi Jinping s'interroge sur l'opportunité et la concrétisation de reprendre Taïwan sous son contrôle. Il y a de quoi hésiter, compte tenu des pertes considérables qui pourraient en résulter pour l'économie chinoise et plus généralement pour l'ensemble de l'économie mondiale. Il n'empêche, au moins politiquement, Xi Jinping semble plutôt attiré par l'option d'un soutien à Vladimir Poutine, ce qui serait une manière de mettre une petite pierre dans la chaussure aujourd'hui un peu usée de la diplomatie américaine. Il est intéressant pour les deux autocrates de continuer à saper le système de Bretton Woods, il est vrai par trop couvert de rustines imposées le plus souvent unilatéralement par Washington. Cependant, en situation de faiblesse relative, Vladimir Poutine, défenseur de la grande Russie, ne peut ni ne veut être dépendant de la force



économique et géostratégique de la Chine, même si Xi Jinping peut aussi avoir besoin de son soutien pour le retour de Taïwan sous le drapeau de la Chine continentale. La question est de savoir l'importance accordée au moins conjoncturellement à la sphère civilisationnelle et politique, par rapport aux critères de performance des économies nationales.

Pour l'Afrique du Sud, qui s'affirme comme tous les États d'Afrique du côté de la paix, le Président Cyril Ramaphosa a demandé le retrait des troupes russes, malgré l'influence russe au sein de l'ANC. Cette réaction a été critiquée en Afrique et un rétropédalage a été ensuite amorcé, en s'abstenant de voter la résolution de l'ONU, qui est accusée de ne pas créer un environnement propice à la diplomatie, au dialogue et à la médiation. Officiellement, l'Afrique du Sud s'en tient à la position du Mouvement des pays non alignés sur les questions de dispute territoriale, à savoir la neutralité. La méfiance à l'encontre de la diplomatie américaine et européenne, qualifiée parfois d'impérialisme occidental, ne permet guère de suivre les injonctions des pays dominants, qui n'interviennent que lorsqu'ils y ont intérêt et laissent les conflits de ce monde s'embourber, comme c'est le cas des conflits de la Palestine, de la Syrie, de la Libye ou aujourd'hui du Yémen. La Russie a été un soutien constant de l'ANC lorsque l'apartheid était bien présent sur ce territoire. La neutralité de l'Afrique du Sud est discutable. De fait, elle est solidaire des critiques prononcées contre le système occidental, la question de la responsabilité des membres de l'OTAN est clairement exprimée, même si les faits sont têtus et l'Ukraine violentée.

Le Japon a engagé des actions diplomatiques en vue de fédérer plusieurs pays asiatiques pour lutter contre l'usage unilatéral de la force par une grande puissance nucléaire. L'opération spéciale va modifier les règles existantes dans l'ordre économique, mais aussi politique et stratégique. Le Japon a pourtant fait oublier ses exactions de la dernière guerre mondiale et son poids économique ne manque pas de lui donner une influence politique non négligeable. De fait, il s'agit d'abord de se prémunir contre une action similaire de la Chine aux ambitions hégémoniques (îles Paracels, Taïwan) et de la Russie (îles de l'archipel des Kouriles, notamment). Le Japon est aligné sur les positions du G7. Le gouvernement souhaite une condamnation plus ferme de la Russie de la part des pays de l'Asie du Sud-Est mais, si l'opération spéciale est condamnée, la plupart des États (Vietnam, Corée du Sud, Indonésie) rechignent à appliquer des sanctions qui les pénaliseraient. Il y a la crainte de se placer dans un camp qui les conduirait à participer au conflit sans avoir la volonté et l'intérêt de faire un « suivisme » des idées principalement occidentales et d'entrer dans une nouvelle « stratégie du domino ». En toile de fond, Tokyo souhaiterait développer un système de sécurité collectif entre les pays asiatiques de la zone, en lien avec les partenaires européens.

La plupart des pays en développement s'attendent à souffrir de cette « opération spéciale » et ils hésitent à prendre des décisions définitives trop tranchées. Ils sont d'abord concernés par la catastrophe alimentaire qui risque de toucher de plein fouet de nombreux pays importateurs des produits céréaliers des deux pays et ils cherchent d'abord à trouver une solution qui les concerne sans s'engager fortement pour l'un ou l'autre camp, même si majoritairement ils ont voté contre cette invasion.

## V. Les effets de « l'opération spéciale » sur les flux mondiaux des céréales

Si les économies russes et ukrainiennes vont être significativement impactées par cette guerre, elles ne seront pas les seules à en souffrir. La Russie et l'Ukraine sont devenus de forts exportateurs de céréales et d'engrais. Dans ces conditions, la question de la faim dans le monde est posée pour tous les pays importateurs de ces produits, avec une pression forte sur les prix.

Tableau 1. Production mondiale de blé par pays 2021

Pays	Production (en tonnes)	Production par personne (en kg)
Chine	131.447.000	943
Inde	99.700.000	746
Russie	72.136.000	491
USA	51.287.000	1565
France	35.798.000	5319
Canada	31.769.000	8537
Pakistan	25.076.000	1242
Ukraine	24.653.000	5833
Australie	20.941.000	8360
Total	770.000.000	1002

Tableau 2. Volume d'exportation du maïs 2020-2021 (en milliers de tonnes)

Pays	Production	Exportations
USA	392.451	68.558
Chine	257.349	Importatrice
Argentine	43.462	36.544
Brésil	82.288	27.492
Ukraine	35.801	23.864
Russie	11.419	3.989
Union européenne	60.000	3.735

Toutes céréales confondues, les exportations mondiales correspondent à près de 400 millions de tonnes. Les capacités d'exportation sont évidemment très dépendantes des conditions météorologiques observées (sécheresse, grandes précipitations saisonnières, climat). La Russie et l'Ukraine produisent beaucoup de produits céréaliers, mais leur part dans la production mondiale reste cependant bien plus modeste que ce qui est généralement avancé, à peine 9 % pour la Russie et 3 % pour l'Ukraine concernant le blé. La Russie est la première exportatrice de blé, avec à peu près la moitié de sa production, soit 35 à 40 millions de tonnes exportables, les trois-quarts étant importés en Afrique du Nord. En matière de rétorsion, la Russie dispose, au moins conjoncturellement, d'une arme alimentaire à forte puissance politique, eu égard à la demande des pays importateurs de recevoir les grains en passant par les mécanismes financiers internationaux qui font l'objet aujourd'hui de sanctions occidentales d'usage à la Russie. En outre, Moscou préfère aujourd'hui la consommation intérieure à l'exportation, au regard des restrictions à l'importation de produits alimentaires en provenance de l'Europe principalement.

Aujourd'hui, le maïs prend de l'importance dans les échanges de grains, souvent transformés en aliments pour animaux et biocarburants. En 2021, 140 millions de tonnes ont été exportées dans le monde, la production augmente rapidement, car elle est plutôt bon marché en comparaison avec le blé ou l'orge. L'Ukraine est en mesure potentiellement de produire 40 millions de tonnes de maïs, dont 80 % destinées à l'exportation. Pour le maïs, les exportations ukrainiennes sont importantes sur le marché mondial, de l'ordre de 14 à 15 %. En 2020, l'Ukraine a subi une sécheresse qui a réduit sa production de l'ordre de 30 à 40 %, impactant ainsi sa capacité d'exportation de blé et de maïs. Il est probable que le marché international du maïs souffrira de pénurie durant l'été 2022, compte tenu des difficultés de production, de récolte et de stockage des grains en provenance de l'Ukraine.

L'Ukraine dispose du fameux « tchernoziom », cette terre noire la plus fertile du monde, riche en humus, azote, potasse et oligo-éléments. Elle est devenue le grenier du monde et l'un des premiers exportateurs mondiaux de céréales, soit 12 % du blé, 20 % du colza, 50 % du tournesol, sans mésestimer les exportations de maïs et d'orge. Elle produit 100 millions de tonnes de grains dont 70 % sont destinées à l'exportation. En une décennie, l'Ukraine a considérablement augmenté son rendement agricole, grâce au recours à de nouvelles technologies, aux engrais et à la qualité des semences. Des fonds souverains comme l'Arabie Saoudite (200 000 hectares cultivés) ou la Chine ont investi dans le pays pour assurer leur sécurité alimentaire.

La récolte de 2022 sera décevante, du fait à la fois des destructions et bombardements relatifs à l'opération spéciale, de l'importance des problèmes logistiques qui en découlent et des destructions des infrastructures nationales. Début juin 2022, il restait 20 millions de tonnes de grains dans les silos d'Odessa et l'enjeu est de les exporter à la fois pour que de nouvelles ressources permettent aux agriculteurs de réinvestir pour les semis nécessaires à la prochaine récolte, mais aussi pour les vendre avant que les grains soient déclarés impropres à la consommation. En outre, faute de place dans les silos, le quart de la production ne sera pas ramassé. Le blocus militarisé dans la mer noire, décidé par le Kremlin, paralyse le port d'Odessa, rendant alors très difficiles les conditions logistiques du commerce international des céréales. Briser ce blocus constitue une opération de très haut risque, car outre la présence de la marine russe, les mines sont bien présentes, lestées par un câble, mais aussi parfois dérivantes. Certes, il existe des dragueurs susceptibles de libérer l'accès aux ports ukrainiens, mais pour cela il faut l'accord de Moscou. La question qui se pose pour les Occidentaux porte sur la reconnaissance par Moscou d'une « cobelligérance » qui pourrait leur être attribuée par le Kremlin concernant toute mesure destinée à imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. Cette revendication de Kiev a été rejetée par l'OTAN, mais la politique suivie par l'Europe, par la voix d'Emmanuel Macron, consiste à stopper la guerre sans devenir des cobelligérants aux yeux de Moscou. Si l'exportation ne peut se faire par la mer, il faut alors faire appel aux transports par rail ou par la route, des moyens logistiques à la fois plus compliqués à mettre en place avec les transbordements nombreux, les files d'attente aux frontières et l'importance des coûts supplémentaires à engager.

D'autre part, les prochaines récoltes seront obérées par la guerre et la production ukrainienne à venir devrait être impactée, de près de 50 %, selon diverses sources. Depuis l'opération spéciale, le prix du blé n'a fait qu'augmenter de 30 à 100 %, sans aucune assurance d'un retour à des prix jugés « normaux ». En juillet 2022, les nouvelles moissons pourront être engagées, mais comment les récolter, par qui, avec quels moyens de transport, selon quelles modalités de stockage, en une période où la guerre fait rage ? Le Président Zelensky a accordé une dérogation à la conscription afin que les semis et les récoltes puissent avoir lieu.

L'agriculture représente un pan essentiel de la sécurité nationale de l'Ukraine, mais l'augmentation du prix des carburants pèse sur la productivité agricole avec la rareté qui l'accompagne, ainsi que l'insuffisance de la production d'engrais. La faillite commence à concerner les petits producteurs, incapable de surmonter les coûts de production faute de réserves monétaires suffisantes. À la fois les prix intérieurs des céréales diminuent car l'offre de grains sur le territoire national augmente maintenant du fait des invendus de l'exportation, les frais de stockage sont importants et les producteurs sont sans ressources financières pour financer les prochaines semences. En revanche, grâce à son avancée sur le territoire ukrainien, la Russie moissonne la production de céréales sur les territoires occupés, accroissant ainsi son pouvoir sur les marchés internationaux. Le blocage des exportations alimentaires de l'Ukraine est préoccupant, notamment pour les clients des pays en développement. 300 millions d'Africains souffrent aujourd'hui de la malnutrition.

Avec cette rareté relative, les prix des céréales continuent encore à augmenter à l'exportation. Macky Sall, Président du Sénégal, a demandé à l'Europe d'engager les efforts diplomatiques nécessaires pour que les stocks de céréales disponibles puissent sortir du port d'Odessa en vue de lutter contre cette crise alimentaire dont la gravité s'annonce sans précédent au XXI<sup>e</sup> siècle. Les céréales sont devenues un élément-clé important du soft power de la Russie qui se présente comme un partenaire alternatif à l'Occident et à la Chine. Elles mettent en évidence l'importance de Moscou dans les relations internationales, un rôle qu'on lui avait refusé comme héritière légitime de l'URSS. Après sa rencontre avec Macky Sall, Vladimir Poutine a proposé plusieurs solutions pour exporter les tonnes de céréales stockées à Odessa, en passant par la mer d'Azov qu'il contrôle ou par le port d'Odessa mais à condition qu'il soit « déminé » pour assurer à la Russie un passage sécurisé, ce qui évidemment fragiliserait la sécurité de l'Ukraine. Un transport par le Danube a aussi été évoqué comme le transit par la Biélorussie, beaucoup moins onéreux. Cependant, la Russie considère qu'elle ne peut pas exporter ses propres céréales, compte tenu des sanctions portant sur le paiement de ses marchandises. Vladimir Poutine est pourtant disposé à vendre au moins 50 millions de tonnes de grains à l'Afrique, dans le cadre d'une production nationale qui devrait cette année atteindre des sommets avec 120 millions de tonnes de céréales disponibles. S'il s'agit de sécurité alimentaire, l'Occident doit accepter l'application des règles définies par Moscou pour le gaz et le pétrole.

La Russie et l'Ukraine semblent parfois accepter l'ouverture d'un corridor pétrolier reliant les ports ukrainiens et les marchés mondiaux, qui consisteraient, sous le parrainage de l'ONU, de rendre la libre circulation des marchandises sur la mer Noire. Une première solution a été envisagée consistant à faire appel à des vraquiers ukrainiens, escortés par la marine turque. Cependant, l'Ukraine considère que la Russie vole le blé ukrainien pour être exporté des terminaux de Sébastopol en direction du Moyen-Orient, sans que la Turquie ne s'y oppose. Il faut cependant rappeler que si la Turquie ferme ses détroits à tous les navires militaires, elle n'est pas autorisée à inspecter les navires civils. Kiev considère que sans contrôle des contenus de certains navires apparemment civils, Moscou peut vendre du blé ukrainien et des armes vers la Syrie.

L'Europe ne se reconnaît aucune responsabilité dans ce drame, car Moscou a bombardé les silos et les champs pour que le monde entier soit concerné par cette « opération spéciale », en espérant que leurs clients insistent auprès de ses opposants pour lever une partie des sanctions qui la concernent. C'est une manière de faire porter la responsabilité de la crise alimentaire qui s'annonce sur l'Europe et les organismes internationaux. L'Afrique rechigne aujourd'hui à apporter son soutien à l'Ukraine, car elle considère que les pays riches ne tiennent pas assez compte de ses propres difficultés.

Aujourd'hui, le déblocage des ports ukrainiens de la mer Noire constitue une priorité pour l'OTAN. Or, l'ouverture d'un corridor maritime concerté peut conduire la Russie à profiter de la situation pour fragiliser la sécurité de l'Ukraine. Dans cette négociation, le Kremlin exige le contrôle des opérations afin de vérifier qu'il n'y ait pas d'armes ou de vivres substantiels destinés à renforcer le pouvoir ukrainien. Dans ce contexte, l'Europe des 27 et le Royaume-Uni se proposent de mettre en place des « voies prioritaires » par chemin de fer, routes ou navigation fluviale pour livrer les céréales, ce qui est à la fois plus compliqué, onéreux eu égard à la largeur différente des rails. Il faut au moins 8 mois pour rendre plus compatible ces ruptures logistiques qui aggravent les coûts des opérations et retardent considérablement la fourniture aux importateurs. Les convois sont en attente souvent aux frontières des pays européens, par manque d'infrastructures idoines.

La question de la pénurie alimentaire est extrêmement importante et les pays les plus endettés et les plus pauvres sont dépendants des récoltes des deux belligérants. Après la pandémie du Covid, la croissance économique a été stoppée et les pays importateurs n'ont pas toujours les moyens financiers d'acheter les grains nécessaires à la population. En outre,

compte tenu du réchauffement climatique notamment, l'urgence alimentaire est décrétée dans de nombreuses régions, dans de nombreux pays, comme le Tchad ou le Yémen. Aujourd'hui, au moins 800 millions de personnes sont clairement sous-alimentées et l'insécurité alimentaire s'élargit progressivement dans toute l'Afrique. Les organisations économiques internationales n'ont ni les moyens ni même le pouvoir de réorienter les productions des pays en surconsommation vers les régions en sous-consommation. Cependant, des actions pourraient être entreprises, notamment rendre transparent les stocks mondiaux qui pourraient servir non seulement aux États propriétaires, mais aussi, en cas de grande crise, aux pays en souffrance. Pékin considère pourtant qu'il s'agit d'un secret d'État et qu'aucune règle ne pourrait s'appliquer à elle si une décision de ce type était prise dans les instances internationales. De plus, les deux tiers des réserves connues appartiennent au secteur privé, lequel n'est pas soumis à un transfert d'information sur ses réserves<sup>10</sup>. Il faudrait aussi limiter les filières d'agrocarburants qui viennent en compétition avec l'alimentation, compte tenu de la rareté des terres arables. Enfin, comme autres solutions, il s'agirait de consommer moins de viande pour donner une nourriture de pâturage aux animaux qui ne viendrait pas en concurrence avec l'alimentation humaine et évidemment développer les cultures locales. Cependant, à court terme, ces actions n'auront pas vraiment d'effet sur la crise violente qui s'annonce dans le domaine de l'alimentation des hommes.

Pour l'Europe, il est toujours possible d'engager un « plan de résilience » permettant de trouver des alternatives décalées dans le temps face à la crise céréalière, mais pour de nombreux pays en développement la menace de la rareté et de la cherté est bien réelle pour les produits alimentaires importés. De fait pour régler cette question, il conviendrait d'engager une politique d'aide et de solidarités en faveur des pays concernés par une éventuelle famine, ce qui ne lèserait que marginalement les pays développés. Il leur suffirait aussi de réduire le gaspillage endogène de ces céréales, de l'ordre de 15 % de leur production.

## VI. Les effets de « l'opération spéciale » sur les transferts monétaires et financiers internationaux

En supposant que la question des échanges internationaux soit résolue pour la Russie, la question du paiement se pose alors, au moment où la Sherbank est exclue du système SWIFT. Les pays africains qui achetaient engrais et céréales à la Russie, à la Biélorussie et à l'Ukraine sont pris entre trois feux, celui de l'acheminement, de l'augmentation des prix et des moyens de paiement. L'Union européenne a indiqué que des mécanismes spécifiques pourraient être conçus pour que ces opérations puissent être réalisées, sans plus d'indication.

L'augmentation des prix est le résultat de crises simultanées qui concernent l'énergie, l'alimentation et le réchauffement climatique, lesquels bouleversent les échanges internationaux et provoquent des crises sociales graves dans les pays les plus pauvres. Pourtant, il existe dans le monde suffisamment de nourriture pour éviter les affres de la faim, mais cette inflation met en évidence l'importance des inégalités sociales et internationales qui conduisent aux tensions inflationnistes. Il faut que tous les pays réfléchissent à la dépendance alimentaire, en prenant en compte le potentiel de l'agriculture de proximité, la protection de terres arables contre les promotions immobilières ou l'épuisement des sols, la réduction de la consommation d'eau (notamment par la production d'espèces agricoles moins assoiffées, l'engagement en faveur des produits de type « bio » et le développement

---

<sup>10</sup> J. Bouissou, M. Gérard, C. Lafrance (2022), « Les pistes pour atténuer la pénurie », *Le Monde*, 6 juin.

des innovations dans l'agriculture et l'alimentation). Si les agriculteurs français visent l'augmentation de la production, les allemands préfèrent son « verdissement ».

À plus long terme, les politiques de guerre économique dans le domaine monétaire ne seront plus unanimement acceptées par les États. Les Banques centrales vont renâcler devant les règles installées à Brettons Wood. Elles vont généraliser de nouveaux comportements destinés à diversifier leurs réserves monétaires en dollars ou en euros, en y ajoutant des yuans, des yens ou des dollars canadiens ou australiens. L'Arabie Saoudite accepte aujourd'hui d'être payée en yuans pour ses ventes de pétrole à la Chine, tout comme d'autres pays asiatiques. Un nouvel espace monétaire est en train de se créer, au moins potentiellement, qui ne s'appuie plus sur la zone « dollar et euro ». Il s'agit de s'émanciper du contrôle des échanges opéré par Washington. Dans ce contexte, si les banques russes sont exclues du système SWIFT, elles subissent à court terme des inconvénients certains pour le paiement de leurs importations.

Cependant, à plus long terme, elles vont se connecter au système chinois, le CIPS (China international Payments System) qui accompagne les règlements internationaux en yuans. Ce système créé en 2015 est utilisé pour régler les transferts internationaux en yuans en vue de favoriser les échanges liés à l'opération « Belt and Road Initiative » (BRI), une nouvelle route de la soie, terrestre, ferroviaire, routière, avec un volet maritime (21st Century Maritime Silk Road), destinée à développer d'importantes infrastructures reliant la Chine au reste du monde, projet qui n'est pas encore complètement élaboré et mis en place. Ce programme de 4000 à 26000 milliards de dollars sera financé par le gouvernement chinois, mais aussi par les pays bénéficiaires des projets. Il comprend une centaine de banques japonaises, africaines, russes, mais aussi occidentales comme BNP Paribas, HSBC ou Citigroup. Pour les attirer dans le projet BRI, la Chine a donc entrepris d'accélérer l'ouverture de son secteur bancaire et financier aux investisseurs étrangers. Dans ce cadre, le yuan devient une monnaie de réserve mondiale et la Chine réduit alors sa dépendance vis-à-vis du système SWIFT. Le système chinois CIPS peut alors donner une solution de rechange aux pays qui ne souhaitent plus, par le système SWIFT, accepter que leurs activités soient rendues disponibles ou contrôlées par la CIA (Central Intelligence Agency). Dans ces conditions, les pays membres des BRICS pourraient avoir la volonté et les moyens de mettre en place une nouvelle plateforme de règlements internationaux, qu'ils ont déjà envisagée sans pour autant lui donner une forme définitive et opérationnelle.

La crise financière de l'une de ses composantes, la Russie, peut les inciter à transformer les modes de paiements et de financements hérités du leadership américain de l'après seconde guerre mondiale. Il peut en résulter une récession du dollar comme monnaie de réserve et la marginalisation de l'euro. La Chine est susceptible de devenir le grand bénéficiaire de cette opération, avec l'élargissement de ses investissements vers l'Afrique et l'Amérique latine.

La question est alors de connaître la réaction du gouvernement américain, lequel bénéficie grâce à SWIFT d'une surveillance quasi complète de toutes les transactions mondiales par la CIA. La Maison Blanche pourrait insister auprès de la Chine pour empêcher cette solution de remplacement qui deviendrait pérenne. Elle peut alors décider d'engager une action permise par le « Patriot Act » qui consisterait à sanctionner les entreprises et les États qui participeraient au système chinois, en leur interdisant non seulement l'accès sur le sol américain mais aussi tout échange avec les entreprises américaines et celles qui travaillent avec ces dernières. Dans ce cas, la guerre deviendrait mondiale et la globalisation rêvée américaine ne serait plus.

Le gel des réserves de change en euros de la Banque centrale russe pose aussi un problème à l'Europe qui ne sort pas indemne de cette situation. La Russie dispose de réserves importantes en yuans, roubles et or (qui n'est plus monétisé dans le système actuel, mais qui représente une valeur refuge en cas de crise). Les décisions européennes du gel de

ses euros dans les réserves de la Banque de Russie disponibles à l'étranger seront bien perçues par le camp occidental, mais le message politique lancé aux investisseurs internationaux n'est pas très sécurisant. En effet, il est alors possible pour l'Union européenne de bloquer les fonds des réserves de change libellé en sa monnaie, sans préavis, pour des raisons de désaccord politique avec un autre État.

Dans ce contexte, la valeur de l'euro, au moins à court terme, aura tendance à baisser au bénéfice du yuan, du dollar ou du franc suisse. Alors que le pouvoir d'achat des Français s'est posé comme question politique majeure sur le plan national, les importations (matières premières, pétrole, gaz, technologies ou alimentation) continuent à se renchérir et deviennent un nouveau foyer d'inflation. L'Europe semble unie à court terme, mais les États membres sont encore divisés sur les objectifs à atteindre. La volonté, pour le moins maladroite, de ne pas « humilier la Russie » a fait l'objet de nombreux commentaires plutôt acides de la part des pays d'Europe de l'Est, qui souhaitent une défaite (même humiliante) de la Russie. Pour l'Allemagne, l'Italie ou la France, il faut négocier avec la Russie en vue d'un cessez-le-feu rapide, tout en soutenant fermement l'aide apportée à l'Ukraine. C'est la guerre elle-même qui est humiliante pour ce qui reste d'humanité sur Terre.

L'OTAN participe activement à l'aide militaire des combattants ukrainiens par la fourniture d'armements sophistiqués, elle surveille les rapports de la Russie avec la Chine, concernant notamment l'aide économique et le commerce des armes, mais l'impérialisme américain est toujours condamné avec la même ferveur par de nombreux pays, avec un appel à un nouveau monde moins inégalitaire et plus soucieux des questions portant sur le réchauffement climatique et les questions environnementales. La globalisation économique incontrôlée a donné un pouvoir excessif aux firmes multinationales, lesquelles s'avèrent suffisamment puissantes pour intervenir dans les décisions des États, en les mettant en concurrence dans leurs investissements et leurs placements financiers. Il en a résulté une interdépendance économique qui, pour les économistes libéraux, était un gage de paix dans le monde, comme si les seuls objectifs à suivre s'inscrivaient nécessairement dans le domaine économique. Les mercantilistes étaient plus soucieux de la puissance relative et comparative des Princes, ce qui pouvait justifier la guerre.

Aujourd'hui, les questions de religion, de puissance et de nationalisme sont devenues essentielles dans les actions gouvernementales, et le doux commerce de Montesquieu selon lequel « l'effet naturel du commerce est de porter à la paix », est de moins en moins vérifié, au moins au niveau international, car toute dépendance devient aussi une faiblesse quand d'autres arguments que celui de la croissance et du développement économiques sont devenus prioritaires. Aujourd'hui, il paraît insensé de rester dépendants des décisions aléatoires des autocraties pour subvenir aux besoins essentiels des démocraties, que ce soit dans le domaine de l'alimentaire, de la santé ou de l'énergie. La guerre est encore bien présente dans les esprits, même quand elle est intitulée « opération spéciale ».

## VII. Bibliographie

- Aben, J., Fontanel, J. (2019). « Military expenditure as a proxy for State's power », *Defence and Peace Economics*, vol. 30, n° 2.
- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994). *Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement*. Pax Economica.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2001). *The arms race, once again ?* Colloquium « Reforming natural monopolies in Russia ». Moscow, June.

- Brunat, E., Fontanel, J. (2015). La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Université Savoie Mont-Blanc, LLSETI, Chambéry.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2015). « L'économie de la Russie, les grands défis à relever », *Annuaire Français des Relations Internationales*.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2018). « La Russie de retour comme puissance militaire ? », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol. 19.
- Brunat E., Fontanel, J. (2021). « La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire », *Marchés et organisation*.
- Bouissou, J., Gérard, M., Lafrance, C. (2022). « Les pistes pour atténuer la pénurie », *Le Monde*, 6 juin.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J.-F. (1981). *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les études de défense nationale, 1981.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2000). « La puissance des États et la globalisation économique », *Ares, Défense et Sécurité*.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003). Disarmament : A Century of Economic Thought, *Defence and Peace Economics*, 14(3).
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation économique, guerre économique et souveraineté nationale, *La question politique en économie internationale*, La Découverte, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). War and Capitalism. *The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.
- Donaldson, R.H. (2002). *Domestic influences on Russian arms sale policy*, International Studies Association, New Orleans, March 24.
- Eltchaninoff, M. (2015). *Dans la tête de Poutine*, Essai, Actes Sud.
- Eltchaninoff, M. (2015). « Ivan Ilyine, l'inspirateur secret du poutinisme », *Revue des Deux Monde*. Septembre.
- Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998). *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Samson, I. (2003). *Les liaisons dangereuses entre l'État et l'économie russes*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Karlik, A. (2005). « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *Innovation*, n° 20.
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007). *A Globalização em análise ; geoeconomia e estrategia dos actores*, Piageto, Lisboa.
- Fontanel, J., Coulomb, F. (2007). Les budgets de l'OTAN et ses missions, *Quel avenir pour l'OTAN ?* L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2007). *Question d'éthique : guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*, Éditions L'Harmattan.
- Fontanel, J. (2007). Éthique et guerre, *Question d'éthique, guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport* L'Harmattan.
- Fontanel, J., Henriques, A. (2007, 2010). *A Globalização em Análise : Geoeconomia e Estratégia dos Actores*, Instituto Piageto, Lisboa.
- Fontanel, J., Chatterji, M. (2008). *War, Peace, and Security*, Emerald.
- Fontanel, J. (2008). La politique de la puissance militaire russe de Vladimir Poutine. *Cahiers de l'Espace Europe*, Grenoble.
- Fontanel, J. (2010). *Économie politique de la sécurité internationale*, Paris, L'Harmattan.



- Fontanel, J. (2012). « Les coûts financiers et humains de la guerre en Irak et en Afghanistan, un bilan », *Questions internationales*.
- Fontanel, J. (2013). « Le paradoxe de la politique commerciale des États-Unis au regard de l'entrée de la Russie dans l'OMC », *Questions internationales*.
- Fontanel, J., Karlik, A. (2014). « US debates about the new WTO membership of Russia », *hal-02019356*.
- Fontanel J. (2014). « La Stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu », *hal-02897519*.
- Fontanel, J. (2015). « Dans la tête de Poutine de Michel Eltchaninoff », *Aquilon*.
- Fontanel, J. (2019). « Différends, conflits et guerres économiques », *Paix Sécurité Européenne et Internationale*. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019a). « La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers », *Annuaire Français des Relations Internationales*.
- Fontanel, J., Suscheva, N. (2019b). *L'arme économique du droit extraterritorial américain*, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Pétersbourg, 2019.
- Guilhaudis, J.-F. (2011). « Chronique Désarmement », *Paix et Sécurité Européenne et internationale*, PSEI, <https://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/psei>.
- Guilhaudis, J.-F. (2017). *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis.
- Guilhaudis, J.-F. (2022). « Stock des principaux conflits intéressant la sécurité internationale. État à la fin 2021 », *PSEI*, n° 18.
- Infoguerre.com (2003). *Focus sur Rosoboronexport, l'exportation d'armement russe*, 7 Août.
- Isachenkov, V. (2003). Russian Arms Industry Under Siege, *Johnson's Russia List*, 7216, June 9.
- Kornoshchenko, A. (2002). « The Russian army will soon have no weapons left », *Russia Weekly*, April.
- Laïdi, A. (2019). *Le droit, nouvelle arme de guerre économique. Comment les États-Unis déstabilisent les entreprises européennes*, Arles, Actes Sud, Questions de société.
- Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998). « Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex », *Defense and Peace Economics* 9(4).
- Smith, R., et Fontanel, J. (2008). « International security, defence economics and the powers of nations », *War, peace and security*, 6.
- Weekly analysis (2003). The Russian Defense Ministry has joined a combat for the 2004 military budget? *Issue* n° 90.
- Weir, F. (2003). Russian arms exports booming, *Research Technews*, June 29.
- Wines, M. (2000). Putin cuts forces by 600.000, Promising Military Overhaul, *New York Times*, November, 10.